

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1933 - 19 août 2005 - prix : 1 €

Carburants

**Une hausse des prix
qui fait la fortune
des compagnies
pétrolières**

p. 3 et 4



Accidents aériens

**Série noire
ou
économies
sordides ?**

p 3

Cologne

**Le pape
en tournée
promotionnelle**

p 8

Palestine

**L'évacuation de Gaza,
une concession calculée**

p. 12



Sommaire

Leur société

- p 4
- L'État et les compagnies pétrolières font le plein
 - La TIPP nous coule
- p 5
- L'immobilier s'envole, le nombre de mal-logés aussi
 - La Courneuve : misère et précarité
 - Non à la chasse aux Roms
 - La lutte des sans-papiers continue

Tribune

- p 4
- Campagne électorale en Allemagne : promis aux travailleurs, juré aux patrons

Dans le monde

- p 6
- États-Unis-Iran : la non-prolifération nucléaire... pour les autres
 - Japon : des excuses tardives
- p 7
- Irak : une Constitution qui ne résoudrait rien
 - Grande-Bretagne : les travailleurs d'Heathrow en lutte
- p 8
- JMJ à Cologne
 - Italie : le combat réactionnaire du Vatican
- p 12
- Palestine : l'évacuation de Gaza, une concession calculée
 - Égypte : répression violente d'une manifestation

Dans les entreprises

- p 9
- Michelin-Clermont-Ferrand
 - SNCM-Marseille
 - Bristol-Myers-Squibb-Saint-Nazaire
- p 10
- Sidérurgie lorraine : où est passée la crise ?
 - Aircelle, groupe Safran-Meudon
 - Les maladies professionnelles sous-estimées
 - Le travail au mépris de la santé
- p 11
- RATP : non à la privatisation rampante
 - Transports en commun-région parisienne
 - La Poste
 - Formation professionnelle pour adultes : services publics bradés, emplois supprimés

Les militants de Lutte Ouvrière dans votre région

Les militants de Lutte Ouvrière ont sillonné le pays pendant les mois de juillet et d'août pour discuter avec les travailleurs des différentes régions. Ils n'ont pas mobilisé l'attention des médias comme l'ont fait les caravaniers de l'UMP qui distribuaient les freezbee et la bonne parole de

Sarkozy ; mais ils ont eu de nombreuses discussions, justement avec tous ceux que la politique du gouvernement Villepin-Sarkozy plonge de plus en plus dans la misère. Les témoignages n'ont pas manqué sur l'aggravation des conditions de travail, l'augmentation des prix, et pas seu-

lement celui de l'essence.

Sur les marchés ou à la porte des entreprises, beaucoup viennent dénoncer les attaques des patrons mais certains racontent aussi, et avec fierté, les petits mouvements qui ont lieu pour leur résister. Ils dénoncent aussi la dégradation des services publics, comme La Poste, en

particulier dans les campagnes.

Comment résister de façon plus efficace ? C'est la question que beaucoup se posent. Certains pensent à 2007 et à un retour possible de la gauche au pouvoir, sans y croire vraiment. Il faut dire que toute la politique de la gauche au gouvernement n'a été que la continuation ou la préparation de celle de la droite, et c'est seulement parce que l'actuel gouvernement Villepin-Sarkozy est particulièrement agressif que la gauche peut sembler un recours à une partie des électeurs. D'autres évoquent de futures luttes sociales et un nouveau Mai 68, en déplorant la passivité des syndicats ou des partis de gauche. C'est pourtant ce type de riposte qu'il faudra bien organiser pour mettre un frein aux attaques et à l'arrogance des patrons et du gouvernement.

D'ici à la fin août, il ne reste que quelques régions où vous pourrez rencontrer les caravanes de Lutte Ouvrière. Si vous êtes dans ces régions, ne manquez pas ces dernières étapes pour prendre contact.



Les villes étapes

Centre-Ouest

Vendredi 19 août : Bléré (Indre-et-Loire) - Parking devant la piscine
Samedi 20 août : Romorantin (Loir-et-Cher) - Place du Général-de-Gaulle

Picardie - Aisne

Vendredi 19 août : Hirson (Aisne)
Samedi 20 août : Guise et Vervins (Aisne)

Lorraine

Vendredi 19 août : Villersrupt (Meurthe-et-Moselle)
Samedi 20 août : Longwy-Haut (Meurthe-et-Moselle)
Lundi 22 août : Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle)
Mardi 23 août : Saint-Avold (Moselle)
Mercredi 24 août : Forbach (Moselle)
Jeudi 25 août : Sarreguemines (Moselle)

Vendredi 26 août : Faulquemont (Moselle)

Samedi 27 août : Guénange (Moselle)

Pyrénées
Pays basque

Vendredi 19 août : Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques)

Samedi 20 août : Mourenx (Pyrénées-Atlantiques)

Lundi 22 août : Tarnos (Landes)

Mardi 23 août : Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques)

Mercredi 24 août : Hendaye (Pyrénées-Atlantiques)

Jeudi 25 août : Anglet (Pyrénées-Atlantiques)

Vendredi 26 août : Saint-Paul-lès-Dax (Landes)

Samedi 27 août : Bayonne (Pyrénées-Atlantiques)

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyte)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous
financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

L'éditorial

d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 16 août

L'essence du problème



L'augmentation de 16 % du prix des carburants en un an n'attriste pas tout le monde. Tous les groupes pétroliers internationaux ont affiché, grâce à cela, des bénéfices en hausse considérable en 2004 : BP (+ 26 %), ExxonMobil (+ 18 %), Shell (+ 48 %). Le groupe français Total a annoncé quant à lui un accroissement de ses bénéfices de 23 % par rapport à l'année précédente. De Villepin a fini par sortir de son silence face à cette flambée des prix des carburants qui s'est encore accentuée cet été, mais s'est contenté de vagues déclarations pour l'avenir. Le gouvernement n'envisage évidemment pas un seul instant de taxer davantage Total et ses semblables. L'État se contente d'encaisser les sommes supplémentaires considérables qu'il récupère ainsi.

Le Parti Socialiste, qui a trouvé là un sujet grâce auquel il peut jouer les opposants sans prendre d'engagement précis, s'est prononcé pour le retour au système de la TIPP flottante (taxe intérieure sur les produits pétroliers) que le gouvernement Jospin avait institué en 2001, lors d'une précédente flambée du cours du pétrole, et qui fut supprimé un an après par Raffarin. Par ce système, en diminuant la TIPP en cas de forte hausse des carburants, l'État laissait aux consommateurs un peu de ce qu'il encaissait en plus.

Mais parmi les alliés du PS, tout le monde n'est pas d'accord avec cette proposition. Les Verts, par la voix de l'adjoint à la mairie de Paris Denis Baupin, qualifient cette mesure de « contre-productive », parce qu'elle « inciterait les consommateurs à maintenir une forte consommation », et plaident seulement pour une amélioration des transports en commun.

C'est d'ailleurs vrai que ceux-ci sont nettement insuffisants. Mais les Verts ont participé au gouvernement Jospin de 1997 à 2002. Ils sont présents dans nombre de conseils municipaux. S'ils avaient fait quelque chose pour améliorer les transports en commun, cela se verrait. À Paris, tout comme la droite avant eux, ils se sont ingéniés à rendre l'accès au centre-ville plus difficile et plus coûteux pour les ban-

lieusards qui viennent y travailler, c'est-à-dire la majorité de ceux qui travaillent à Paris, sans améliorer en contrepartie les transports en commun.

Des millions de salariés emploient tous les jours leur voiture pour se rendre à leur travail, et ils n'ont souvent pas d'autre choix, parce que dans les grandes agglomérations les transports en commun sont insuffisants et parce que la spéculation immobilière les a poussés vers des banlieues de plus en plus lointaines et de moins en moins accessibles. Beaucoup ne gagnent que le smic. Pour les petits salaires, cette explosion du prix des carburants va rendre la vie encore plus difficile.

Quant à dire que cette augmentation est une bonne chose parce qu'elle va encourager les consommateurs à rouler moins, ce que prétend aussi de Villepin, c'est une ânerie. Les travailleurs qui n'ont pas le choix paieront seulement plus cher. Les riches qui ont les moyens ne s'arrêteront pas devant la hausse des carburants : il n'est que de voir le succès commercial que remportent actuellement les gros 4x4 tout-terrain (mais plus souvent utilisés pour frimer dans les centres-villes qu'à la montagne), capables de brûler 20 ou 30 litres aux 100 kilomètres.

Le pétrole ne constitue certes pas une énergie inépuisable (même si les gisements connus sont encore loin d'être épuisés), et une société qui se donnerait pour but l'utilisation rationnelle des ressources de la planète, y compris pour les générations futures, devrait faire des choix en matière de consommation et de sources d'énergie. Mais ce n'est pas ainsi que le problème se pose aujourd'hui. La course au profit est la seule règle des capitalistes. C'est celle que respectent et appliquent les gouvernements à leur service, quelle que soit leur couleur politique. Et toutes les mesures préconisées par les hommes politiques partisans de « l'économie de marché », c'est-à-dire du système capitaliste, aboutissent inmanquablement à faire supporter les conséquences de cette gestion égoïste à la population laborieuse, soit en bloquant les salaires, soit en laissant augmenter librement prix et profits.

Arlette LAGUILLER

. Catastrophes aériennes

Où mène la baisse des coûts

Personne n'a survécu à l'accident d'avion de la West Caribbean Airways qui s'est écrasé au Venezuela, lors de son voyage entre Panama et la Martinique. Après la chute de l'ATR près de Palerme en Sicile le 6 août, le crash du Boeing de la compagnie Hélios Airways en Grèce le 15 août, en quelques jours, plusieurs accidents d'avions se sont terminés en catastrophe.

Ces accidents relancent le problème de la sécurité aérienne, notamment celle des compagnies à bas coûts. Les avions sont des appareils com-

plexes, où il n'y a pas simplement un ou plusieurs moteurs à réviser. Tout doit être entretenu, du réacteur aux portes d'accès, des toboggans d'issues de secours aux masques à oxygène. S'il semble évident que les révisions essentielles sont faites quelles que soient les compagnies, grandes ou petites, il paraît malheureusement aussi évident que dans les petites compagnies ou les compagnies à bas coûts, les marges financières plus étroites incitent à négliger certaines révisions, quelles que soient les règles internationales en la matière. Même les

grandes compagnies ne sont d'ailleurs pas exemptes de ce type d'économies.

La compagnie colombienne West Caribbean Airways, créée en 1998 et reprise depuis par des investisseurs de Medellin, souffrait déjà d'une mauvaise réputation, notamment après l'accident d'un de ses avions en mars dernier. Plus récemment, un de ses appareils avait été cloué au sol pendant une semaine parce qu'il ne respectait pas les normes anti-incendie. Elle connaissait des difficultés financières, et seule la moitié de ses appareils était en service.

Quant à la compagnie Hélios Airways, elle n'avait que quatre avions. Cela suffit pour faire une compagnie, avec un peu de capitaux (et sûrement des relations). En l'occurrence, cette compagnie avait été rachetée en 2004 par un voyageur chypriote après avoir été créée en 1999 pour concurrencer la compagnie nationale de Chypre. Le Boeing 737-300 impliqué dans la catastrophe n'avait été construit qu'en 1997. Les trois autres appareils dataient de 2001 et l'un même de mai 2005. Mais une telle compagnie ne fonctionne à

plein régime que l'été, et on peut imaginer que, plus particulièrement dans cette période, elle aura tendance à renvoyer à plus tard une réparation.

Après chaque catastrophe, il faut des mois, sinon des années, d'enquêtes pour que les experts publient leurs conclusions et émettent des recommandations qui ne débouchent que bien rarement sur des interdictions. Liberté d'entreprise oblige, la loi de la jungle capitaliste s'applique jusque dans les airs.

Samuel LATAN

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

• Campagne électorale en Allemagne

Promis aux travailleurs, juré aux patrons !

En Allemagne, la campagne électorale des législatives anticipées du 18 septembre est engagée. À vrai dire, elle l'était déjà plusieurs semaines avant que, le 21 juillet dernier, le président fédéral dissolve le Bundestag à la demande du chef du gouvernement, le chancelier social-démocrate Schröder, qui venait de ramasser une claque aux élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie. Les programmes du SPD, de la CDU/CSU, des Verts ou des « libéraux » du FDP promettent beaucoup. La suite, comme toujours, est sur une page volante !

Le SPD dit vouloir réaliser – si les électrices et les électeurs jouent le jeu – ce qu'il aurait eu largement le temps de faire durant les sept années qu'il vient de passer au pouvoir. L'impôt plus fort sur les riches, c'est promis... mais ça l'était déjà dans le programme électoral de 1998, resté sans effet. L'impôt plus faible sur les entreprises, c'est juré... Mais là, en matière de cadeaux fiscaux au capital, des engagements ont déjà été tenus : la dernière réforme de l'impôt sur les entreprises, en 2001, est évaluée sur trois ans à une ristourne de 77 milliards d'euros d'impôts pour les entreprises. Dans le même temps, ce sont toujours les mêmes litanies sur le fait que les caisses sociales et étatiques seraient vides. Sous ce prétexte, une foule de mesures ont été prises contre le monde du travail. Célèbres sous le nom de « réformes Hartz », les prétendues « restructurations » de l'assurance maladie, de l'assurance retraite et du marché du travail, ont fait que la facture du patronat s'est allégée tandis que la note de tous les autres s'est salée. Mais ni les caisses publiques n'ont été de la sorte assainies, ni un seul emploi créé. Seuls les riches sont devenus plus riches et les travailleurs davantage exploités et paupérisés.

Berlin n'est pas la ville la plus pauvre. Pourtant un habitant sur six y vit dans la misère. Plus d'un demi million d'êtres humains doivent aujourd'hui, dans la capitale fédérale, se contenter de moins de 600 euros par mois. En revanche, des sommités du monde patronal, entre autres les « frères Aldi », magnats de la grande surface, disposent de 30 milliards d'euros.

Les Verts projettent d'augmenter l'impôt sur les entreprises, mais après qu'ils aient gouverné en toute solidarité avec Schröder, qui peut encore les croire ?

Le prétendu « programme de combat » de la CDU/CSU, comme celui des libéraux du petit parti FDP, ne valent évidemment guère mieux. Tous deux en veulent à la protection trop clémentine contre les licenciements. Mais que personne ne croie que

le maintien d'un gouvernement SPD protégerait les travailleurs. Sans compter qu'il pourrait sortir de ces élections un gouvernement de « grande coalition », du SPD et de la CDU !

Si tous les partis installés prétendent vouloir faire le bien des travailleurs, ces derniers savent qu'avec eux leur bien est mal parti. Il n'est donc pas étonnant que le nouveau « Parti de gauche » (« Linkspartei ») bicéphale – formation récemment constituée par le PDS de Gregor Gysi et l'ancien ministre social-démocrate Oskar Lafontaine, rejoints par la WASG (en français *Alternative Électorale pour le Travail et la Justice sociale*) à laquelle des militants syndicalistes et d'extrême gauche participent –, puisse réaliser une bonne performance. Dans l'Allemagne de l'Est, le « Parti de gauche » a grimpé jusqu'à 30 % dans les sondages, et pour toute l'Allemagne jusqu'à 9 %. C'est que beaucoup tiennent à exprimer leur mécontentement face au démembrement des protections sociales et au chômage croissant. Des manifestations importantes, ces deux dernières années, dont les manifestations du lundi, l'été dernier, dans la partie Est du pays, avaient déjà montré que beaucoup n'ont plus l'intention de se laisser faire.

Mais si le nouveau « Parti de gauche » promet lui aussi beaucoup et se situe nettement plus à gauche que tous les autres partis en place, dès maintenant, ses responsables laissent entendre qu'ils s'accommoderaient si besoin d'une reconduction du gouvernement SPD-Verts. Ce qui ne peut être interprété que comme un soutien à la politique de celui-ci.

Le Parti de gauche caresse-t-il l'espoir de trouver une place dans un gouvernement ? Sa participation ne changerait évidemment rien au sort des travailleurs. On le constate en particulier au Sénat de Berlin ou dans le gouvernement du Land du Mecklembourg-Poméranie occidentale, où les ministres du PDS pratiquent la politique de coupes claires dans les budgets sociaux. Et nulle part ni jamais, les Gregor Gysi ou Oskar Lafontaine n'ont essayé de mobiliser contre les licenciements et les « réformes Hartz », ou de préparer une situation où les patrons auraient chaud aux fesses.

Ce serait pourtant la seule politique efficace.

Pauline BAUM

Convergences Révolutionnaires n° 40 (juillet-août 2005)

Bimestriel publié par la Fraction

Dossier : Main basse sur l'argent public.

Articles : Après le référendum : les élections ou les luttes – Allemagne : une nouvelle gauche... 100 % électoraliste – Le modèle britannique : changer les chômeurs en précaires – Importations et délocalisations : l'épouvantail chinois – Afrique du Sud : la nouvelle révolte des townships – Des livres pour l'été : de Marx... aux polars.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Prix de l'essence

L'État et les compagnies pétrolières font le plein

Avec la flambée des cours du pétrole, le passage à la station-service devient chaque fois plus douloureux. En juillet, le litre d'essence était en moyenne 16 % plus cher que l'année précédente. En un seul mois, de juin à juillet, il a augmenté de 7,5 %.

Ce racket touche bien sûr les automobilistes partis en vacances. Mais il touche aussi ceux qui ne sont pas partis et sont contraints d'utiliser leur véhicule pour aller travailler. Si rouler coûte cher, se chauffer aussi : le prix du litre de fuel domestique est passé de janvier à juillet de 48 centimes à 60 centimes : 25 % d'augmentation en 6 mois.

Mais c'est aussi ce qui fait le bonheur des compagnies pétrolières. L'autre grand bénéficiaire est l'État, dont les rentrées fiscales augmentent. Pour le gouvernement, il n'y a pas lieu d'agir et il faut étudier, réfléchir, mais il n'est pas question de baisser les taxes. Carrez, député UMP et rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, l'a dit crûment : « *Un centime de baisse sur le prix final, cela représente 850 millions d'euros, soit 1,5 point d'impôt sur le revenu.* » Le gouvernement est plus soucieux de faire des gestes en direction de sa clientèle électorale aisée que de soulager les smicards automobilistes.

C'est pourtant parce que l'essence et le gazole sont fortement taxés que le carburant est si onéreux. On paye actuellement environ 49 euros un plein de 40 litres de super 98. Là-dessus, 17,5 euros reviennent aux pétroliers, 23,5 euros sont prélevés sous forme de TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) et 8 euros sous forme de TVA, soit plus de 31 euros, près des deux tiers, sous forme de taxes indirectes. De plus, si le montant de la TIPP ne varie pas avec le prix du litre, ce n'est pas le cas de la TVA qui progresse avec l'envolée du prix à la pompe.

À elles deux, la TIPP et la TVA sur les produits pétroliers représentent des rentrées de plus de 30 milliards d'euros, soit près de la moitié de l'impôt sur le revenu.

Flottante ou pas, la TIPP nous coule

Le Parti Socialiste reproche au gouvernement d'avoir supprimé le mécanisme de la « TIPP flottante », instauré par le gouvernement Jospin en 2000. Mais il s'agissait d'un emplâtre sur une jambe de bois.

Contrairement à ce qui est souvent écrit, ce mécanisme ne permettait pas de baisser automatiquement les taxes de façon à maintenir constant le prix à la pompe. Il s'agissait simplement de maintenir constant le total des prélèvements fiscaux TIPP + TVA sur les produits pétroliers : quand la TVA pétrolière augmentait avec le prix du pétrole, la TIPP (fixée en centimes par litre) diminuait et inversement. Mais dans tous les cas, il ne s'agissait pas de diminuer les taxes sur l'essence et, de toute façon, l'automobiliste continuait de

Plein d'essence pour les uns, plein de profits et de taxes pour les autres.



Ces impôts indirects sont bien plus injustes, car avant tout payés par les plus pauvres. Ainsi, un travailleur touchant un salaire moyen et se rendant au travail en voiture paye le plus souvent davantage de taxes sur l'essence que d'impôt sur le revenu.

Le gouvernement a osé dire qu'il préférerait investir dans les énergies alternatives, soutenu en cela par les écologistes. Il est difficile d'être plus cynique. En 2004 déjà, il avait augmenté de 3 centimes les taxes sur le diesel sous prétexte d'aider la SNCF et RFF (Réseau Ferré de France) à développer les transports en commun. Aujourd'hui, la même SNCF, avec la bénédiction du gouvernement, vient d'annoncer la fermeture de plusieurs lignes inter-régionales. Voilà un simple exemple qui permet de juger du baratin de ces gens-là.

Christian BERNAC

payer à plein l'augmentation du prix de l'essence hors taxes. En réalité, à l'époque, ce mécanisme n'avait fait varier le prix à la pompe que de façon marginale.

Il en serait de même aujourd'hui, car ce n'est pas l'augmentation des taxes qui explique la flambée du prix à la pompe. De janvier à juillet 2005, le litre de super 98 a augmenté de 17 centimes, dont 14 centimes pour le litre hors taxes, 3 centimes pour la TVA, tandis que la TIPP restait fixe.

Alors ce ne sont pas les variations de la TIPP et de la TVA qu'il faut supprimer mais ces taxes qui frappent indifféremment les plus pauvres et les plus riches. Sans oublier les profits démesurés des compagnies pétrolières.

C.B.

L'immobilier s'envole, le nombre des mal-logés aussi

Plus 181 % en Irlande de 1997 à 2004, plus 132 % en Grande-Bretagne, plus 125 % en Espagne, plus 70 % en France pour les logements anciens... les prix de l'immobilier flambent dans le monde entier, à tel point que certains experts craignent l'éclatement d'une bulle spéculative.

En France, la flambée de l'immobilier est alimentée par la faiblesse de la construction de logements, et entre autres de logements sociaux, et par la politique d'aide à la pierre menée par les gouvernements successifs depuis plusieurs dizaines d'années. Cette politique consiste à encourager les classes moyennes à acheter maison ou appartement en sécurisant leur investissement par des remises d'impôts.

De proche en proche, des gens de moins en moins riches, des employés et des ouvriers, s'endettent lourdement sur une longue durée (on en est à trente ans) pour acheter un logement qu'ils ne trouvent pas en location, ou à des loyers si près du coût des mensualités des emprunts que cela les incite à sauter le pas. Mais une grande partie de la population n'a de toute façon pas les moyens

d'acheter son logement. Et pour elle, on ne construit que trop peu de HLM.

Le nombre de logements sociaux construits par an est passé de 89 000 en 1994 à environ 43 000 en 1999 et 2000, et il ne s'est pas beaucoup relevé depuis alors que la demande est estimée à plus d'un million de logements et que plus de 3 millions de personnes seraient mal logées.

Le précédent gouvernement, celui de Raffarin, avait bien annoncé dans son plan dit de cohésion sociale, la construction de 500 000 logements sociaux en cinq ans. Mais c'est un chiffre global qui mêle plusieurs types de logements sociaux, dont certains impliquent d'avoir un salaire supérieur à deux fois le smic. Le nombre de HLM construits pour les locataires les moins fortunés a, lui, diminué de 6,5 % depuis trois ans. La pénurie de logements, notamment sociaux, a donc, si on ose dire, encore de beaux jours devant elle, ainsi que la flambée des loyers et la spéculation immobilière qui vont avec.

Pierre LEMAIRE

La lutte des sans-papiers continue

Neuf ans après l'expulsion des immigrés de l'église Saint-Bernard (Paris XVIII^e) par les forces de police du gouvernement Juppé, la situation s'est encore aggravée pour les sans-papiers et leurs familles.

Les lois Sarkozy ont encore durci les règles de l'entrée et du séjour en France, augmenté le nombre de reconduites à la frontière d'étrangers tandis que le droit d'asile est de plus en plus difficile à obtenir.

Le gouvernement est fier d'annoncer 20 000 expulsions pour 2005, le recours à des charters européens, ainsi que la création d'une police de 600 hommes supplémentaires pour la chasse aux sans-papiers.

Face à cela, la Coordination nationale des sans-papiers et différentes associations ainsi que des organisa-

tions politiques appellent à manifester pour :

« – La régularisation de tous les sans-papiers et la carte de séjour de 10 ans ;

– La libération des sans-papiers en prison pour défaut de papiers ;

– La fermeture des centres de rétention ;

– L'abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement-Sarkozy-Villepin ;

– Le respect du droit d'asile (...) et l'abrogation de la double peine. »

Lutte Ouvrière soutient cette manifestation et appelle ses militants et sympathisants à y participer :

Samedi 27 août à 14 heures à Paris de la place de la République à l'église Saint-Bernard

• La Courneuve (Seine-Saint-Denis)

Misère et précarité sous l'autoroute

Depuis trois mois, à La Courneuve en Seine-Saint-Denis, une soixantaine de Roms vivent dangereusement dans un véritable bidonville au bord de l'autoroute, sous le pont reliant l'A 1 à l'A 86.

Originaires de Roumanie, ces familles vivent séparées des voitures par un fin grillage vert, dans une trentaine de cabanes faites de planches de bois et de bouts de ferraille, dans la plus grande insalubrité. Au milieu des gravats et des débris, les Roms survivent sans aucune installation sanitaire, sans électricité et sans eau. Pour rejoindre la ville, hommes, femmes et enfants doivent marcher sur plus d'un kilomètre le long de la bande d'arrêt d'urgence.

Cette situation désespérée n'est malheureusement pas une exception. Du Bourget à Saint-Denis en passant par Choisy-le-Roi, de nombreuses banlieues

populaires de la région parisienne ont vu « pousser » de semblables bidonvilles sur des terrains en friches.

Régulièrement expulsés de ces terrains, parfois lors de véritables rafles effectuées à grands renforts de moyens, comme à Choisy fin 2002, où même les enfants de 4 ans avaient été alignés jambes écartées pour être fouillés, les Roms tentent de survivre discrètement dans ces conditions d'un autre âge.

Victimes de discrimination dans leurs pays d'origine, Roumanie mais aussi Slovaquie, Hongrie ou Tchéquie, les Roms tentent leur chance en France, comme bien d'autres candidats à l'immigration, prêts à prendre tous les risques pour fuir la misère. Ils atterrissent souvent dans les villes de banlieue les plus pauvres. Là, pour avoir une petite chance d'accéder à un minimum de soins, de voir installer un robinet ou des toilettes

chimiques, voire de scolariser leurs enfants, ils ne peuvent compter que sur la solidarité d'associations locales ou nationales.

Quant à l'État, il laisse les communes, qui souffrent déjà d'un grand manque de moyens, se débrouiller avec ces bidonvilles inhumains. Le gouvernement fait, au mieux, la sourde oreille et, au pire, des interventions plus ou moins musclées et spectaculaires pour chasser les familles des terrains, notamment lorsque ceux-ci sont promis aux appétits des promoteurs immobiliers privés, pour des logements pas vraiment sociaux. Une façon de plaire à l'électorat le plus réactionnaire et de dissimuler un temps la misère, avant qu'elle ne réapparaisse ailleurs, le long d'une autoroute par exemple...

Nadia CANTAIN



Campement rom à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), en 2002.

AFP

• Seine-et-Marne

Non à la chasse aux Roms !

Fin juillet, une fois de plus une vingtaine de familles roms de nationalité roumaine stationnant dans les environs de Melun ont été expulsées d'un terrain à Réau, lequel appartenait à la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR). La procédure devant le tribunal ne leur avait même pas été signifiée, ce qui en dit long sur le mépris dans lequel les tiennent les autorités.

Le Collectif de soutien de Melun aux Roms et aux sans-papiers écrit notamment dans un communiqué de presse :

« Nous dénonçons cette parodie de justice et la décision préfectorale précipitée d'accorder la force publique dans de telles conditions.

En effet ces personnes ne causaient aucun trouble manifeste à

l'ordre public, la parcelle occupée étant totalement délaissée par la SAPRR... Cette décision prise sans concertation avec les services de santé publique du conseil général, qui venaient de conduire une opération de dépistage de la tuberculose (quatre cas détectés) fait craindre une dispersion des personnes atteintes pour lesquelles un traitement commençait d'être mis en place.

En outre, s'agissant de familles séjournant en France depuis plusieurs années, l'intervention policière visant la dispersion géographique et l'intimidation de ces populations, afin de les conduire à regagner la Roumanie, où elles font l'objet de discriminations et de persécutions depuis des décennies, réduit à néant l'espoir de ces familles de voir leurs enfants ins-

crits dans les écoles et collèges du secteur...

Nous dénonçons une politique publique qui se résume à des interventions policières, sans autre effet que de désorganiser les actions à caractère humanitaire menées inlassablement par des associations... »

Après trois jours de pressions policières et d'errance sur les routes des environs, leur quarantaine de caravanes de plus en plus délabrées et incapables de supporter un trajet plus long s'est arrêtée dans un autre champ : peut-être jusqu'à ce qu'une nouvelle expulsion ait lieu (dans quelques jours ? quelques semaines ? quelques mois ?). Une situation inadmissible !

Correspondant local

• USA - Iran

La non-prolifération nucléaire... pour les autres

À l'occasion du redémarrage du programme nucléaire civil par l'Iran, Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères, a reparlé de la nécessité de limiter la prolifération nucléaire et mis en accusation l'Iran, qui, du fait de son industrie atomique, représenterait un « danger réel ».

Depuis 1945, le club des pays disposant de l'arme atomique s'était élargi aux autres « vainqueurs » de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et enfin la Chine. C'est notamment pour maintenir cet avantage que ces grandes puissances ont mis en place en 1970 un traité dit de non-prolifération nucléaire dont le but affirmé était d'empêcher d'autres pays de disposer de l'arme atomique.

Les signataires de ce traité – au nombre de 184 aujourd'hui – reconnaissent aux seuls cinq pays qui avaient déjà la bombe le droit officiel d'en disposer. En « échange », ils s'engageaient à aider les autres pays à développer les usages civils du nucléaire. Mais plusieurs pays ont refusé de signer ce traité, dont l'Inde, le Pakistan et Israël, qui aujourd'hui possèdent la bombe atomique.

Bien sûr les partisans du traité de non-prolifération nucléaire expliquent que c'est le seul moyen d'empêcher une course à l'arme atomique comme celle qui s'est effectivement produite entre l'Inde et le Pakistan, en conflit larvé ou ouvert depuis leur indépendance. Mais c'est aussi et surtout le moyen pour les



Essai nucléaire français en 1996, il y a moins de dix ans. Le gouvernement français a bonne mine de faire des reproches à l'Iran !

GAMMA

grandes puissances de contrôler ce que font les autres pays dans le domaine crucial de l'énergie nucléaire.

L'Iran est un pays signataire du traité de non-prolifération et il demande, ce qu'autorise le traité, à développer indépendamment son nucléaire civil. Les pressions de l'Union européenne (UE) pour que cela ne se fasse que sous contrôle international relèvent bien toujours de la même politique. L'argument invoqué est que, du civil au militaire, il n'y aurait qu'un pas, et que la bombe iranienne serait en préparation. Mais ce n'est pas un hasard si l'UE intervient au lendemain d'une élection présidentielle qui a porté au pouvoir un

représentant de la fraction la plus intégriste des religieux iraniens. Elle a trouvé là l'occasion, à la suite des États-Unis, de montrer du doigt les nouveaux dirigeants de l'Iran.

Avant l'Iran, il y avait eu la Corée du Nord, dont la sortie du traité de non-prolifération en janvier 2003 avait déclenché les foudres du gouvernement américain, qui avait classé ce pays État dangereux. De même, avant l'intervention en Irak, les USA avaient inondé le monde d'informations et de photos satellites sur le prétendu programme nucléaire militaire de Saddam Hussein. Et on se rappelle comment les organismes de l'ONU et de l'Agence internationale de

l'énergie atomique de Vienne s'étaient alors faits les agents des grandes puissances pour soutenir cette thèse, même si certains de leurs représentants avaient alors fait quelques réserves. On sait depuis ce qu'il fallait penser de la « bombe » irakienne et des soi-disant armes de destruction massive qui menaçaient la paix dans la région.

D'autres pays ont dû se soumettre aux pressions des pays impérialistes, comme la Libye, qui a signé en décembre 2003 avec les USA un accord renonçant à un programme nucléaire militaire, ou encore l'Afrique du Sud, qui, après la chute du régime d'apartheid, a démantelé son arsenal nucléaire, ou

l'Ukraine qui en a fait autant après la chute de l'URSS.

En fait le traité de non-prolifération nucléaire officialise le droit pour les grandes puissances de disposer et de développer leur technologie nucléaire, tant dans le domaine militaire que civil, et... d'en limiter l'accès à tous les autres pays. Et elle le fait en particulier vis-à-vis de ceux soupçonnés de velléités d'indépendance par rapport aux USA.

Nous n'avons aucune sympathie à l'égard du pouvoir en place à Téhéran et de sa politique, qui se traduit d'abord par l'oppression de son propre peuple. Mais le fait est que, en ce mois anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, le représentant de l'Iran à l'Agence internationale de l'énergie atomique a eu beau jeu de constater que « le seul État à avoir causé cette catastrophe unique en son genre par une double attaque sur notre Terre a maintenant endossé le rôle du prêcheur en chef contre la prolifération nucléaire, alors qu'il continue d'étendre sa capacité nucléaire ». Et en effet l'impérialisme américain, qui dispose à lui seul de plus de la moitié de l'arsenal nucléaire mondial, continue de le développer, alors qu'une des clauses du traité de non-prolifération porte sur la réduction par les cinq puissances nucléaires officielles de leur arsenal de mort... Ce que ne respectent ni les États-Unis, ni leurs comparses, dont, ne l'oublions pas, la France.

Cédric DUVAL

• Japon

Des excuses tardives

À l'occasion du soixantième anniversaire de la capitulation du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Premier ministre nippon a présenté ses excuses aux peuples d'Asie pour les massacres commis à cette époque par son pays.

L'occupation de la Chine et de la Corée par l'armée japonaise s'était accompagnée de massacres et de tortures à grande échelle. Ainsi, uniquement lors du « sac de Nankin »,

en décembre 1937, de 150 000 à 300 000 Chinois furent tués, de façon barbare. Par ailleurs, près de 200 000 jeunes femmes, essentiellement des Coréennes, furent enlevées pour servir de « femmes de réconfort » dans les bordels militaires. À l'heure actuelle, les survivantes, qui n'ont reçu qu'une faible indemnisation pour les souffrances endurées, manifestent toujours pour être reconnues comme victimes de guerre. Enfin, en Mandchourie, « l'unité 731 » s'était spécialisée dans les essais

d'armes bactériologiques, des prisonniers servant de cobayes humains.

Qu'un représentant de l'État japonais présente ses excuses pour les crimes liés à sa politique impérialiste est évidemment la moindre des choses. Il a fallu attendre soixante ans pour cela, et elles ont donc tardé à venir, plus encore que celles faites par les dirigeants allemands pour les crimes nazis, mais guère plus finalement que celles présentées du bout des lèvres par Chirac pour les massacres perpétrés par

l'impérialisme français à Madagascar, en 1947.

Et il y a bien d'autres excuses que l'on attend encore : par exemple celles des États-Unis pour les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, ou bien pour les nombreuses victimes des bombardements au napalm de la guerre du Vietnam, sans parler des victimes qu'ils sont en train de faire en Irak. Tout comme les excuses de l'État français envers les peuples qu'il a colonisés au prix de véritables massacres, ainsi que pour

les centaines de milliers de morts de la guerre d'Algérie. Et la liste ne s'arrête pas là...

Les peuples victimes des guerres impérialistes ne peuvent attendre, au mieux, de la part des représentants des États qui ont ordonné les massacres, que des « excuses » quelques dizaines d'années après. Quant à construire une société qui rende impossible ce genre de barbarie, seuls les travailleurs du monde entier pourront le faire.

M.L.

• Irak

Une constitution qui ne résoudrait rien

La date butoir pour l'élaboration d'une Constitution en Irak avait été fixée au 15 août. Mais, faute d'un accord entre les rédacteurs censés représenter les chiïtes, les sunnites et les Kurdes, elle a été repoussée d'une semaine. Rien ne dit cependant que ce délai soit suffisant pour leur permettre d'élaborer un texte qui satisfasse les différents clans qui se disputent le pouvoir en Irak. Et, à supposer que cette Constitution voie le jour, il est fort probable qu'elle ne sera jamais applicable dans un pays qui s'enfonce de plus en plus dans la guerre civile. De toute façon, elle ne ferait que délimiter des zones de partage de pouvoir entre les dirigeants qui s'affrontent, et le peuple irakien, à commencer par les femmes, n'aurait rien à y gagner.



L'Irak est riche en pétrole, mais il n'y en a pas partout. Ici, près de Bassorah, région chiïte. Comment la Constitution peut-elle partager une richesse que chaque clan veut garder pour lui ?

La rédaction d'une Constitution était une étape dans « l'instauration de la démocratie », qui était soi-disant le but de l'intervention américaine en Irak. Un échéancier était même prévu pour cela : d'abord, l'élection d'une Assemblée provisoire en janvier dernier, puis la création d'une commission chargée de rédiger un projet de Constitution devant être présenté au Parlement avant d'être soumis au vote par référendum à la mi-octobre ; enfin, en décembre 2005, des élections législatives devraient avoir lieu, d'où émanera un gouvernement censé représenter le peuple irakien. Ainsi, sur le papier, apparaîtraient les marques formelles de la démocratie telle que la conçoivent les dirigeants impérialistes. Mais l'écart entre l'apparence constitutionnelle et la réalité de la situation dans le pays n'en serait que plus flagrant.

La guerre menée par les États-Unis, qui a éliminé Saddam Hussein, s'ajoutant à des années d'embargo et de privations a plongé le pays dans le chaos. En cherchant des appuis dans les divers clans de notables, les occupants ont redonné vigueur aux anciennes divisions ethniques et religieuses. Les élections ont bénéficié aux partis représentant les chiïtes, les plus nombreux, au détriment des représentants des partis sunnites sur lesquels Saddam Hussein s'était appuyé pour gouverner le pays (et qui avaient d'ailleurs appelé à boycotter le

scrutin). Les Kurdes, qui disposent d'une autonomie de fait dans leur province, ont élu leurs représentants. Les tractations autour du projet de Constitution reflètent les rapports de force entre les uns et les autres.

Un premier sujet de discorde est la place de la religion dans le texte de la Constitution, dont les partis chiïtes voudraient qu'il soit en conformité avec la charia, la loi islamique, ainsi que toute loi votée ultérieurement.

Mais les discussions achoppent avant tout sur le problème du fédéralisme, c'est-à-dire en fait sur la part de pouvoir qui reviendra à chacun des trois groupes. La répartition géographique est favorable aux partis kurdes et chiïtes, puisqu'elle aboutit à leur confier des régions riches en champs pétrolifères. Ils sont donc favorables à une large autonomie, voire même à un quasi-éclatement du pays qui leur permettrait de bénéficier seuls, chacun dans leur zone, de la rente pétrolière. Mais les partis sunnites, majoritaires au centre du pays, risqueraient de se voir écartés de cette manne, après l'avoir été du pouvoir à la chute de Saddam Hussein, et ils s'inquiètent par conséquent de la forme que pourrait prendre le futur État irakien.

La lutte entre les clans n'en reste cependant pas au niveau des pourparlers autour de la Constitution, mais elle se mène à coups de bombes et d'attentats qui font des victimes parmi la

population irakienne. Le pays est en proie à la guerre civile et au bord de l'éclatement, et ce n'est pas un texte constitutionnel, élaboré à grand renfort de marchandages, de compromis sur le papier et aussi de zones d'ombre, qui règlera des conflits qui se mènent sur le terrain.

Pourtant, il est un point dans cette Constitution sur lequel la grande majorité des députés de l'Assemblée constituante semblent être tombés facilement d'accord : c'est sur la place qu'elle réserve aux femmes. Le projet de texte abolit l'ancien Code de la famille promulgué dans les années 1950, à l'époque l'un des plus progressistes du monde arabe. Dans la nouvelle Constitution, les affaires relatives au mariage, au divorce et à l'héritage seront soumises à la loi islamique, c'est-à-dire que la femme ne pourra plus décider librement de sa vie ; et si la Constitution reconnaît en principe l'égalité des droits pour les femmes, c'est à condition qu'ils « ne violent pas la charia » !

Alors, quel que soit le texte sur lequel les représentants des différents clans arrivent à se mettre d'accord, si jamais ils y arrivent, une chose est sûre, c'est qu'il n'apportera rien à la population irakienne, qui devra lutter contre ses futurs dirigeants si elle veut obtenir des droits démocratiques.

Marianne LAMIRAL

• Grande-Bretagne

Les travailleurs d'Heathrow ne se laissent pas traiter comme des esclaves

Jeudi 11 et vendredi 12 août, une grève des bagagistes, conducteurs de bus et employés à l'enregistrement de la compagnie aérienne anglaise British Airways a entièrement paralysé les terminaux 1 et 4 de l'aéroport d'Heathrow à Londres. Plusieurs centaines de vols ont été annulés ou détournés sur d'autres aéroports, des dizaines de milliers de voyageurs ont vu leur voyage ainsi perturbé.

Cette grève d'environ un millier de travailleurs de British Airways s'est déclenchée en solidarité avec les salariés de l'entreprise Gate Gourmet, prestataire qui fournit les repas servis à bord des avions de British Airways. Cela fait plusieurs mois que cette entreprise sous-traitante, sous prétexte de pertes financières, a décidé de « réduire ses coûts d'exploitation » ; bel euphémisme pour parler de réduction des salaires, licenciements d'un côté et aggravation des conditions de travail de l'autre, etc. Au 1^{er} juillet, la direction a modifié le système de couverture sociale, entraînant une augmentation très importante des cotisations. De nombreux travailleurs, devant l'impossibilité de payer, se sont retrouvés sans couverture sociale.

Selon les informations rapportées dans la presse, les travailleurs de Gate Gourmet tentaient de résister à toutes ces attaques. La pression est montée d'un cran lorsque les salariés se sont rendu compte que, en même temps que la direction parlait de licenciements, elle embauchait sur l'aéroport 120 travailleurs intérimaires. Enfin, profitant de l'organisation d'une assemblée générale des travailleurs, mercredi 10 août, elle a annoncé le licenciement d'environ 800 salariés sur les 1 800 embauchés de l'aéroport. Les travailleurs, rassemblés à la cantine, ont été entourés par des agents de sécurité et sommés, par mégaphone, de prendre le travail dans les trois minutes sous peine de licenciement immédiat. Les travailleurs ayant refusé, la direction a commencé à distribuer les lettres de licenciement. Le coup était

sans doute préparé depuis plusieurs jours puisque les lettres étaient prêtes, traduites dans quatre langues, l'entreprise embauchant de nombreux travailleurs originaires de pays d'Asie ; certains licenciés n'étaient même pas présents car en congé maladie ou maternité. Puis la direction a posé comme ultimatum aux licenciés de signer un nouveau contrat de travail, aux conditions encore plus dégradées, ou de perdre réellement leur emploi. La signature du nouveau contrat devant se faire immédiatement, à l'embauche du jeudi 11 août.

British Airways a tenté de se donner le beau rôle auprès de ses voyageurs en expliquant qu'elle n'était pour rien dans ce conflit, qu'il s'agissait d'une autre entreprise... tout en se gardant d'expliquer que c'est elle qui a externalisé, il y a quelques années, le service des plateaux repas ; c'est aussi elle qui a fait pression encore récemment sur Gate Gourmet pour réduire le prix des repas et renégocier les conditions de leur contrat. À charge pour Gate Gourmet de récupérer ces économies de coûts sur le dos des travailleurs.

Mais la réaction de solidarité des travailleurs de British Airways avec ceux de Gate Gourmet, dont certains sont des anciens de British Airways effectuant le même travail qu'avant l'externalisation, donne du fil à retordre aux patrons des deux compagnies. La direction de Gate Gourmet a commencé à reculer en annonçant qu'elle revenait à son ancien système de couverture sociale et que tous les travailleurs non couverts depuis le 1^{er} juillet le seraient de nouveau. Les travailleurs de British Airways n'ont repris le travail vendredi 12 août au soir qu'après avoir eu l'assurance que Gate Gourmet rouvrirait des discussions avec ses travailleurs.

L'affaire n'est certainement pas réglée, mais en réagissant de façon solidaire, les travailleurs des deux entreprises ont marqué des points contre ces patrons qui se servent de la sous-traitance à tout va comme d'un moyen pour traiter leurs ouvriers comme des esclaves.

Pierre CUMIN

• JMJ à Cologne

Le pape en tournée promotionnelle

La vingt-et-unième édition des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) se tient à Cologne jusqu'au dimanche 22 août. Traditionnel bain de jouvence pour vieux prélats de l'Église, ce rassemblement sera l'occasion pour le nouveau pape, Benoît XVI, de faire ses preuves en public.

Connu pour son attachement au dogme et son intérêt pour la liturgie – et pour avoir condamné le personnage du jeune sorcier Harry Potter qui « *désagrège l'esprit du christianisme* » – Benoît XVI ne fait pas très rock'n roll. Mais entre deux prières et une messe – en latin, pour faire plaisir aux traditionna-

listes – concerts, spectacles, veillées et débats sont prévus pour satisfaire la jeunesse.

Côté business, l'Église ne recule devant aucun sacrifice : pour s'attirer des ouailles et raffermir les vocations chancelantes, elle a annoncé une sorte de prime pour les jeunes pèlerins. Ceux-ci bénéficieront, en échange de leur participation, d'indulgences exceptionnelles, sortes de certificats qui leur accordent la rémission partielle de leurs péchés. Côté progrès, on se croirait revenu aux « indulgences » qui firent scandale au XVI^e siècle et entraînèrent le schisme entre catholiques et protestants !

Pour le reste, il s'agit de donner « *un nouvel élan à l'Église d'Allemagne et de toute l'Europe* » a déclaré le nouveau pape. Au XXI^e siècle, l'Église peut utiliser des moyens modernes pour répandre ses idées moyenâgeuses, et elle dispose des moyens de communication les plus sophistiqués, des sites Internet aux chaînes de télévision câblées, etc.

Cela a d'ailleurs donné une idée à un bon catholique, féru de technologie et de marketing. Ancien directeur d'une société de promotion de yaourts et de lessives, il s'est reconverti dans « l'Esprit Saint » et, avec la bénédiction de son curé, s'est

lancé dans ce qu'il qualifie de « coaching spirituel » en créant sa marque, « Cathomobiles ».

Les voies du Seigneur sont paraît-il impénétrables, mais ses messages peuvent désormais parvenir sur les téléphones portables, par SMS... à condition de déboursier 3 euros par communication, que se partagent l'opérateur et Cathomobiles. Comme « Dieu est amour », il peut même se transformer en espèces sonnantes et trébuchantes pour ceux qui sont touchés par le Saint-Esprit du commerce. C'est ça le vrai miracle !

Nadia CANTAIN

Les Journées mondiales de la jeunesse... des pays riches

L'Allemagne a refusé un visa à plusieurs centaines de jeunes de pays d'Afrique et d'Asie désirant se rendre aux « JMJ » de Cologne. C'est que si, comme le dit le ministre de l'Intérieur, « *l'Allemagne est un bon pays d'accueil pour les jeunes du monde entier* », elle n'entend pas pour autant les accueillir durablement. Aux JMJ de Toronto, en 2002, quelque 2 000 participants avaient

demandé l'asile au Canada. Et à l'approche des élections législatives en Allemagne, la coalition des sociaux-démocrates et des Verts n'entend pas être taxée de laxisme à l'égard des étrangers, aussi chrétiens soient-ils.

Alors la fraternité chrétienne a tendance à se limiter à l'espace Schengen, voilà ce que ces jeunes pourront apprendre de ces journées mondiales...

Préservatifs indésirables

Devant l'afflux de jeunes à Cologne, plusieurs initiatives visaient à leur distribuer des préservatifs, comme c'est souvent le cas lors des rassemblements de jeunesse. Mais c'était oublier la position de l'Église sur la question...

Les très prudes organisateurs ne l'entendaient pas de cette oreille, et ont notamment obtenu d'un syndicat de policiers allemands et du responsable d'un centre d'accueil qu'ils renoncent à leurs projets, invoquant le fait qu'« *il existe*

des sujets plus importants à discuter ».

Sans doute, mais pourtant dans la Bible elle-même, quand un homme « connaissait » une femme, ce n'était pas que spirituel et si à l'époque on n'utilisait pas de préservatifs, c'est simplement parce qu'il n'y en avait pas. L'Église catholique d'aujourd'hui préfère, semble-t-il, que les jeunes ne poussent pas la « connaissance » jusqu'à...

M.B.

• Italie

Le combat réactionnaire du Vatican pour le crucifix dans les lieux publics

Benoît XVI est bien le digne héritier de Jean-Paul II : conservateur et réactionnaire. Au moment même où à Cologne, en Allemagne, se déroulent les Journées mondiales de la jeunesse, le nouveau pape, à défaut d'avoir des idées nouvelles pour mobiliser ses troupes, ressort de la naphtaline un vieil instrument de combat : le crucifix. Le pape ne veut pas que l'on touche aux crucifix dans les lieux publics en Italie !

Lors de la messe du 15 août à Castelgandolfo, Benoît XVI est revenu à la charge sur cette question. À en croire l'illuminé du Vatican, là où « Dieu » n'est pas, « l'homme » perd « sa dignité » et devient le jouet d'une « *évolution aveugle* ». Il

peut ainsi être « *abusé* ». Par qui ? Par des philosophies impies, bien sûr. Voilà pourquoi, il faut marquer la présence de « Dieu » partout dans les maisons, les écoles, les lieux et édifices publics, a-t-il déclaré en substance. Telle est donc la nouvelle croisade de cet apôtre de l'obscurantisme.

En 2003, le Vatican et toute la hiérarchie catholique de la péninsule avaient déjà fait du crucifix un cheval de bataille. À l'époque, sa présence dans les salles de classes italiennes avait été menacée à la suite d'une action en justice, menée d'ailleurs par un musulman, le président de l'Union des musulmans d'Italie, Adel Smith. Celui-ci avait obtenu un juge-

ment imposant que le crucifix de la salle de classe de l'école d'Ofena, un petit village des Abruzzes, où ses enfants étaient scolarisés, soit enlevé au nom de l'égalité des religions.

Cette décision judiciaire avait suscité la fermeture de l'école pour un temps, et un véritable tollé de la hiérarchie catholique, appuyée par tout ce que la Péninsule compte de politiciens réactionnaires, mais aussi d'hommes politiques prétendument de gauche mais toujours prêts à baisser l'échine sous le vent dominant, en passant par le président de la République. Tout ce petit monde avait fait cause commune, en rangs serrés, derrière les supôts de l'Église catholique pour

défendre le « crucifix » car il serait... « *symbole de l'identité du pays* » ! La décision qui avait ordonné le retrait du crucifix de l'école d'Ofena avait été prestement révoquée. C'est une loi de 1924, votée donc au temps du fascisme et jamais abrogée depuis, qui oblige encore aujourd'hui à accrocher le crucifix dans toutes les salles de classes et dans les tribunaux !

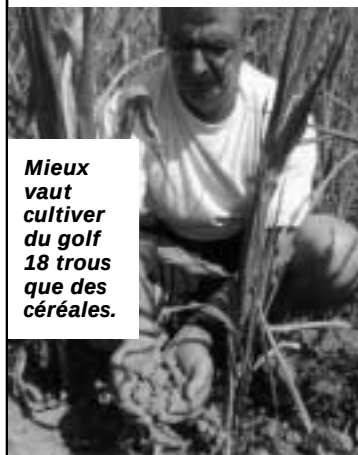
Et tant qu'il n'y aura face à lui que des politiciens prêts à se mettre à genoux, Benoît XVI est à peu près assuré de gagner son combat pour le crucifix dans les écoles. On a les victoires qu'on peut !

René CYRILLE

Faut pas confondre golf de milliardaires et potager

Des manifestants se sont rassemblés dimanche 14 août devant l'entrée d'un golf à Tourettes dans le Var. Ils protestaient contre l'arrosage des pelouses alors que le département est soumis à des restrictions en raison de la sécheresse.

La préfecture a interdit depuis le 1^{er} août l'arrosage des jardins et le lavage des voitures et menace d'une amende de 1 500 euros les coupables.



Mieux vaut cultiver du golf 18 trous que des céréales.

Les voleurs de pommes, pardon les arroseurs de tomates, n'ont qu'à bien se tenir. Mais cet interdit ne s'applique pas aux propriétaires du domaine de Terre Blanche qui compte deux parcours de 18 trous, un hôtel, deux restaurants et une centaine de villas de grand luxe. Ceux-là bénéficient, pour l'agrément de leurs très riches hôtes, d'un droit de pompage de 675 000 m³ d'eau par an dans le lac de Saint-Cassien ainsi que d'un réseau d'eau potable raccordé à la commune.

Ce n'est pas une exception : une circulaire ministérielle a même recommandé d'épargner les mesures de restriction à la plupart des propriétaires de golf. Bien évidemment au nom des emplois que ceux-ci apporteraient.

Qui sait : si on commence à restreindre l'eau aux milliardaires qui jouent à pousser leur balle dans un trou, on finira peut-être par les obliger à porter eux-mêmes leurs cannes et à ramasser leurs balles égarées... Voire même à travailler en se contentant du smic !

Christian BERNAC

• Michelin Clermont-Ferrand

Les bénéfices gonflent, l'emploi se dégonfle

« Excellente performance »... « Michelin sur une bonne trajectoire », voilà les commentaires élogieux qui ont salué l'annonce des résultats semestriels du groupe, aussitôt suivie d'un bond de l'action en Bourse. Mais pour les salariés, avec des usines qui ferment, des milliers d'emplois menacés et des salaires qui stagnent, c'est tout autre chose.

Michelin vient d'annoncer, par la voix du trio de cogérants dont Édouard Michelin est le pivot, des résultats bien meilleurs que ceux prévus par les experts et analystes financiers. Si le chiffre d'affaires, 7,5 milliards d'euros, est sensiblement le même qu'au premier semestre 2004, les bénéfices sont en nette augmentation, de 8,9 %, passant ainsi à 386 millions d'euros.

La Bourse n'a pas manqué de saluer cela comme il convient, en faisant faire à l'action Michelin un bond de 4,33 %, soit une des fortes hausses du marché boursier.

Pourtant Édouard Michelin ne cessait de se lamenter ces derniers mois, évoquant sans cesse l'augmentation du prix du pétrole, des coûts des matières premières et la concurrence.

Mais tout cela n'empêche

nullement le groupe de partir à la conquête incessante de nouveaux marchés sur tous les continents, de l'Amérique à l'Asie, en y installant de nouvelles usines comme au Brésil ou en Inde, ou en les achetant clés en main, avec des réseaux commerciaux tout prêts comme en Chine.

Au passage, Michelin profite aussi d'une main-d'œuvre qualifiée mais à très bon marché, comme en Pologne ou en Roumanie, où les salaires sont quatre à six fois plus bas qu'en France, ou encore comme en Inde où les travailleurs sont payés cinquante fois moins !

Mais c'est aussi en supprimant des milliers d'emplois que Michelin économise sur les salaires. Il y a quelques mois, il supprimait 1 300 postes en Espagne et, tout récemment, il annonçait la fermeture de l'usine de Poitiers. Une partie seulement des 500 travailleurs garderont du travail, s'ils peuvent aller à Bourges ou à Clermont-Ferrand.

À Poitiers, les travailleurs ont réagi par des grèves et des manifestations, encore au début de juillet, pour protester contre la fermeture et pour demander le maintien des emplois.

Cette politique de suppression massive d'emplois se

poursuit depuis des années. Entre 2004 et 2006, pour l'ensemble des usines Michelin en France, 2 900 postes vont disparaître, dont 1 900 à Clermont-Ferrand, soit 13 % des effectifs.

Quand la direction clai-ronne qu'elle embauche, ou qu'elle fait paraître des encarts publicitaires en ce sens, il s'agit pour l'essentiel d'emplois de cadres ou de commerciaux. En ce qui concerne la production, quand des jeunes sont embauchés, cela représente tout juste un emploi pour trois supprimés.

C'est aussi sur les conditions de travail que le patron compte pour réaliser du profit. Comme partout, avec moins d'effectifs, la production augmente sans cesse et, avec elle, les cadences, la fatigue, la flexibilité des horaires, le travail des week-ends...

Édouard Michelin est un patron qui n'a sûrement pas fait vœu de pauvreté. Son « salaire » a été augmenté de 146 %, atteignant 4,26 millions d'euros par an. 146 %, c'est un chiffre dont il faudra se souvenir pour fixer nos revendications !

Correspondant LO

Une publicité rentable

En moins de deux ans, pour l'ensemble des usines Michelin dans le monde, la production globale de pneus toutes catégories est passée de 600 000 à 800 000 pneus par jour !

Alors, le patron peut bien faire quelques gestes spectaculaires, mais jamais gratuits, comme tout récemment à

Indianapolis aux États-Unis. Comme il équipe la plupart des voitures de Formule 1, et qu'il leur avait interdit cette course pour des raisons de sécurité, il a remboursé tous les billets d'entrée aux spectateurs. Il a même acheté d'avance 20 000 billets qui seront attribués gratuitement aux futurs spectateurs de cette

même course en 2006.

Ces millions d'euros dépensés constituent un bon placement. Ce fut là une campagne publicitaire à l'échelle planétaire... pas chère à cette échelle. Michelin en tire d'ailleurs dès maintenant des bénéfices, puisque les ventes de pneus de la marque ont déjà augmenté sur le marché américain.

• Bristol-Myers-Squibb – Saint-Nazaire

Prends l'oseille et tire-toi !

Le laboratoire pharmaceutique américain Bristol-Myers-Squibb (BMS) va annoncer la fermeture de son site de Saint-Nazaire, jetant ainsi à la rue 41 chercheurs à qui il a le culot de proposer quelques reclassements... en Égypte ou en Chine, pour des contrats d'une durée de deux ans, payés aux conditions locales. On comprend la bande-rolle que les salariés ont tendue à la porte du site, « BMS : bradés, méprisés, sacrifiés ».

Lors de l'annonce, en 1991,

de son installation à Saint-Nazaire, ce trust avait bénéficié du soutien de Claude Évin, actuel député PS de Loire-Atlantique et à l'époque ministre de la Santé du gouvernement Rocard. Et les collectivités locales, feignant de croire à de nombreuses créations d'emplois – le laboratoire en promettait jusqu'à 200 –, avaient largement mis la main à la poche : elles ont accordé des aides et des subventions, payées par les contribuables de la

région, pour un montant de quatre à cinq millions d'euros.

Aujourd'hui, personne ne demande à Bristol-Myers-Squibb de rembourser ces sommes. Il en aurait pourtant largement les moyens : c'est un des premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux et il annonce pour le second trimestre 2005 des bénéfices de près d'un milliard de dollars, en hausse de 50 %.

Cédric DUVAL

• SNCM –

• Marseille

Les « experts » à l'œuvre

La Compagnie de navigation SNCM est en cours de privatisation. Les groupes financiers sont aux aguets. Ils ont envoyé leurs éclaireurs de pointe, des « experts ».

Dans les bureaux de la SNCM une petite armée d'« experts » a donc débarqué. Ils sont là, étudiant en long, en large et en travers tout ce qui touche à l'argent. Ils ont fait leur nid à la comptabilité. Sur les bateaux, à la restauration, ils sont à l'affût pour savoir où va et d'où vient l'argent. Surveillant d'une manière drastique les comptes de la restauration, ils cherchent la faute, histoire de culpabiliser un peu plus les employés. Mais ces « experts » ne sont que les créatures des entreprises qui lorgnent sur le rachat de la SNCM. Lors d'une autre expertise, ces « experts », stricts, tout en noir, d'une rigidité cadavérique, avaient décrété : trop de personnel, des coûts de main-d'œuvre trop importants. Mais, pour leur malheur, ils avaient conclu juste avant que leur groupe, le groupe Andersen, ne soit mouillé jusqu'au cou dans la faillite du groupe américain Enron.

En ce moment les rotations de bateaux battent leur plein, et comme il n'y a pas eu d'embauche aux ateliers la direction n'hésite pas à nous demander de rester travailler de plus en plus tard. Les réparations urgentes qui n'ont pas été programmées à temps doivent donc se faire en catastrophe, quitte à retarder le départ des navires.

Sur les quais, ceux qui travaillent, qui dirigent les voitures, vérifient les billets et informent les passagers sont en sous-effectifs. Ils font des journées de 10, voire 11 heures. Le travail est d'autant plus difficile que les passagers sont sous tension. Beaucoup d'entre eux, en particulier sur les lignes du Maghreb, lignes qui rapportent le plus, arrivent tôt le matin, voire la veille, pour être sûrs d'embarquer, et cela quelquefois à 22 heures.

Sur les quais il n'y a aucunes commodités, l'attente des passagers se fait en plein soleil, dans des conditions déplorables. Les incidents se multiplient et dégénèrent quand l'attente dure à cause du manque de personnel.

Et ce serait tous ces emplois que les « experts » voudraient rogner ? S'il y a des emplois à



Les « experts » cherchent la petite bête pour obtenir de gros profits.

• **Sidérurgie lorraine**

Mais où est donc passée la crise ?

Après avoir multiplié par neuf ses bénéfices en 2004, Arcelor, numéro deux mondial de l'acier, vient encore de les multiplier par deux au premier semestre 2005 : 1,94 milliard d'euros. Le numéro un lui aussi, Mittal Steel, se porte comme un charme. Ses bénéfices ont été multipliés par quatre l'an dernier et Lakshmi Mittal, son propriétaire, est devenu la troisième fortune de la planète.

Tout va donc pour le mieux pour les rois de l'acier, et il n'y a plus trace de la prétendue crise de la sidérurgie qui, pendant trente ans, revenait comme les champignons après la pluie. Elle avait en fait permis de justifier les licenciements et les aides massives de l'État aux maîtres de forges qui sont allés investir leurs capitaux ailleurs.

Exit la crise, la sidérurgie est redevenue largement bénéficiaire, sans que cela freine les suppressions d'emplois. Mittal a annoncé vouloir liquider le quart de ses effectifs au niveau mondial, tandis qu'Arcelor, lui, par la bouche d'un dirigeant cité par *Le Republicain Lorrain*, explique : « Nous devons réussir le challenge de la réduction des coûts » ; et derrière les « réductions des coûts » il y a toujours des suppressions d'emplois.

Plusieurs installations d'Arcelor sont ainsi en cours de

fermeture : les hauts fourneaux de Brême en Allemagne en 2006, puis ceux de Liège en Belgique et ceux de Florange – les derniers de Lorraine – d'ici 2009-2010.

Quant aux aides de l'État, elles n'ont jamais cessé. Seuls leurs noms changent. Elles prennent aujourd'hui pour prétexte les « pôles de compétitivité », qui verront affluer 1,5 milliard d'euros sous forme d'aides directes et d'exonérations fiscales et sociales accordées à des projets regroupant des industriels et des centres de recherche.

En Lorraine, un pôle de compétitivité, baptisé MIPI

pour matériaux innovants produits intelligents (!), a été agréé par les pouvoirs publics. Les principaux bénéficiaires en seront Arcelor, Mittal et Saint-Gobain.

Ces subventions ont fait l'unanimité de la gauche et de la droite dans la région. Le président PS du Conseil régional en a même rajouté : il vient d'écrire à Villepin pour exiger que le pôle de compétitivité lorrain soit classé à « vocation mondiale » plutôt qu'à « vocation nationale ». Histoire de subventionner un peu plus Arcelor, Mittal et quelques autres !

Correspondant local



• **Aircelle, groupe Safran (Snecma-Sagem) Meudon (Hauts-de-Seine)**

Après la privatisation, restructurations et fermetures de sites

À la suite de la privatisation de la Snecma, qui s'est effectuée au travers de son rachat par Sagem et de la constitution du groupe Safran, les grandes manœuvres se sont accélérées.

En l'espace de quelques semaines au tout début de l'été, les salariés des différents établissements ont pris connaissance de séries de mesures allant de restructurations avec des mutations dans d'autres centres, voire d'autres régions, à des fermetures totales de sites, comme pour Aircelle à Meudon, dans les Hauts-de-Seine. Cette usine (anciennement Hurel-Dubois) emploie 620 personnes (plus les sous-traitants) pour l'étude et la fabrication de nacelles (supports de moteurs d'avions). La direction promet des reclassements, 337 dans la région parisienne, 271 à Aircelle Le Havre (ex-Hispano-Suiza) et 12 à

Toulouse.

Mais comme cela s'ajoute à la fermeture d'un centre à Villaroche, en Seine-et-Marne, qui travaillait pour le spatial et occupait plus de 100 personnes, et à la fermeture de SMA Lognes, dans le même département, qui employait 50 personnes, ce sont en fait des licenciements qui se préparent.

Ce n'est pas par manque de travail que les salariés sont ainsi sacrifiés, car le dernier Salon de l'aéronautique tenu au Bourget en juin s'était traduit par un boom des commandes, mais uniquement pour des critères de rentabilité financière (coûts de fonctionnement trop élevés selon la direction Safran).

De nombreux secteurs sont touchés par les plans multiples de la direction : salariés des bureaux d'études de Labinal qui deviennent Teuchos (société

prestataire de services), et se retrouvent avec une convention très défavorable, informaticiens que la direction de Safran veut regrouper dans une filiale, avec un statut différent, techniciens et ingénieurs de la Direction technique de Villaroche qui vont être éclatés dans plusieurs centres de la région parisienne, avec des conséquences d'allongement considérable du temps de transport, idem pour des salariés de Snecma Services, vente d'une partie des bâtiments de Snecma Corbeil, et du centre Messier-Dowty Auberbilliers, etc.

Ces annonces ne passent pas comme une lettre à la poste. Des réactions ont eu lieu et la rentrée pourrait bien voir les mouvements de protestation se rejoindre et s'amplifier.

Correspondant local

Les maladies professionnelles sous-estimées

Les statistiques existant sur les maladies d'origine professionnelle sont loin de rendre compte de l'ampleur du phénomène. On l'a vu dans le cas de l'amiante, où des dizaines de milliers de malades ou leurs parents peinent à faire reconnaître le caractère professionnel du cancer causé par l'exposition à cette matière.

Afin de rejeter la culpabilité sur les victimes, les entreprises invoquent hypocritement le rôle qu'auraient pu avoir aussi l'alcool ou le tabac.

Le nombre de victimes de maladies professionnelles recensées par la Sécurité sociale n'en explose pas moins, passant de 15 000 en 1997 à 45 000 en 2003. Mais un rapport récent confirme ce que bien des travailleurs constatent au quotidien : les maladies professionnelles sont sous-déclarées. Par exemple, seulement 1 500 cancers professionnels sont reconnus chaque année ; or l'Institut national de veille sanitaire estime qu'il y en a en fait 14 000 à 28 000 par an ! Un trouble musculo-squelettique sur deux seulement serait reconnu, sans parler des maladies liées au stress, etc.

Les raisons de la sous-déclaration sont notoires. Les maladies non reconnues sont prises en charge par le régime général de l'assurance maladie, donc par les assurés. En revanche, comme les accidents du travail, les maladies

professionnelles sont couvertes par une autre branche (AT-MP), qui en principe doit être alimentée par les cotisations des employeurs. D'où d'innombrables pressions sur les salariés pour que leur maladie professionnelle ne soit pas déclarée, sans compter les dénégations des entreprises concernées : chaque maladie non reconnue représente un gain pour le patronat, tout en creusant de façon considérable le fameux trou de la Sécu. Au total, selon la CGT, le coût des maladies professionnelles et des accidents du travail non reconnus serait de 15 milliards d'euros pour le budget de la Sécurité sociale.

Le journal *L'Humanité* (11 août) cite l'exemple d'un mécanicien d'Air France victime d'une leucémie causée par le benzène inhalé dans les réservoirs de carburant des avions : les médecins du travail d'Air France connaissaient les risques, mais la compagnie nie en bloc. Le benzène, dont les dangers sont connus, est toujours utilisé dans les carburants automobiles, et les travailleurs du pétrole, des stations-service, les garagistes, les ouvriers d'entretien de matériel agricole ou aéronautique y sont donc exposés.

Bref, nombre d'entreprises ne se contentent pas d'exploiter leurs salariés au péril de leur santé et de leur vie, elles veillent aussi à ce que cela ne leur coûte pas un sou.

Michel BONDELET

Le travail au mépris de la santé

Selon un rapport récent, mais fondé sur une enquête menée en 2002-2003 par la médecine du travail, 2 370 000 salariés sont exposés au moins à un produit cancérigène. Dans la chimie, la réparation automobile, la métallurgie, le bois et le papier, les produits minéraux et la construction, par exemple, plus du tiers des salariés (essentiellement des ouvriers) travaillent ainsi au contact de produits qui peuvent mettre leur vie en péril. Loin de diminuer, le phénomène progresse (+ 1 % par rapport à 1994), tant la plupart des entreprises rechignent à faire les investissements, parfois faibles, nécessaires à la sécurité de leurs salariés : équipements de protection, aspira-

tions des émanations à la source, remplacement des substances toxiques, etc.

Un autre aspect du problème est que la législation n'impose aucun essai préalable concernant les actions sur l'organisme des produits utilisés dans l'industrie (contrairement à ce qui existe par exemple dans l'industrie pharmaceutique), de telle manière que ce n'est qu'après coup, quand il peut y avoir déjà des milliers de victimes, que l'on découvre les aspects nocifs de ces produits.

Celui qui a dit « Le travail, c'est la santé », était un sacré menteur !

M.B.

• La Poste

Opération « Bonjour facteur » ou « Bonjour l'arnaque » ?

Dans le cadre du plan Canicule 2005, un dispositif vient d'être mis en place par La Poste. Il s'agit de la possibilité pour les collectivités territoriales de signer avec celle-ci une convention pour un nouveau service dénommé « Bonjour facteur ».

Cela consiste, en cas de canicule, en une visite quotidienne du facteur, lors de sa tournée, à des personnes isolées dont la liste aura été établie par la collectivité qui aura signé la convention. Le nombre de personnes visitées devrait être au maximum de quatre ou cinq par facteur. Celui-ci devra s'assurer du bon état de santé de la personne, lui prodiguer quelques conseils pour faire face à la forte chaleur et le cas échéant, en cas de problème, alerter les collectivités territoriales concernées. À l'issue de chaque visite, le facteur fera signer à la personne un document et La Poste informera chaque jour la collectivité territoriale sur la situation des personnes signalées.

Ce service sera facturé aux collectivités 3 euros la visite. La Poste le présente comme une nouveauté. Elle oublie un peu vite qu'il y a bien longtemps que de nombreux facteurs, surtout dans les petites villes, n'ont pas attendu ce service payant pour



Les facteurs et factrices rendaient de petits services gratuitement. Avec La Poste, cela deviendra payant.

prendre gratuitement des nouvelles des personnes isolées qui sont sur leur tournée ou leur rendre d'autres services comme apporter des médicaments ou quelques courses.

C'est La Poste qui, depuis plusieurs années, rend de plus en plus difficile ce genre de service en fermant les bureaux des petites communes rurales, en supprimant des milliers d'emplois, en rallongeant les tournées au nom de la rentabilité.

Dans ce cas précis, et dans

certaines communes pour d'autres services comme d'apporter les médicaments, La Poste invente de le faire payer aux collectivités locales. Pour l'instant, très peu de collectivités ont signé cette convention, d'autant que certaines d'entre elles assurent déjà de tels services. Mais pour La Poste, l'opération « Bonjour facteur » est un moyen de redorer son image en semblant faire du « social ».

Correspondant LO

• Formation professionnelle pour adultes

Service public bradé, emplois supprimés

L'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) est un organisme public de formation professionnelle qui compte environ 11 000 salariés répartis dans toute la France. La loi sur la décentralisation d'août 2004 a prévu le transfert du budget de l'AFPA aux Régions au 1^{er} janvier 2009. À cette date, l'AFPA sera mise en concurrence avec des organismes de formation privés qui pourront faire des offres alternatives aux Conseils régionaux.

Dans ce contexte, et sous prétexte de faire face à une concurrence future, la direction générale de l'AFPA a présenté, dans un premier temps, un plan de licenciements concernant 650 salariés à l'échelle du pays. Après

diverses actions entreprises par le personnel, elle a signé en mars 2005 avec toutes les organisations syndicales un protocole de fin de conflit qui n'envisage plus de licenciements secs, mais une forte mobilité imposée aux salariés ainsi que des suppressions de postes. Pour quelques-uns, une dispense d'activité sur les douze trimestres qui précèdent le départ à la retraite a été prévue... ce qui n'est pas pour leur déplaire. Mais pour ceux, bien plus nombreux, qui sont loin de la retraite, le protocole impose la mobilité dans toute la région ou bien un changement de poste au sein du centre de formation.

L'AFPA Pays de la Loire a été choisie comme région « pilote »

pour la mise en place de cette nouvelle organisation. Les salariés concernés ont été prévenus début juillet et sommés de donner une réponse avant le 19 août sur les nouveaux postes qui leur étaient proposés. Certains se sont vu proposer un poste à Nantes, alors qu'ils habitent et travaillent pour le moment à Laval, d'autres un poste de formateur qui n'a rien à voir avec leur métier actuel, par exemple secrétaire de comptabilité.

Voilà comment la direction, après avoir brandi la menace d'un licenciement collectif, fait fi des conditions de vie et de travail de certains salariés afin, dit-elle, d'« alléger ses coûts de structure pour réduire ses prix ».

Les attaques risquent de

• RATP

Non à la privatisation rampante !

Jacques Barrot (UMP), commissaire européen aux Transports, vient de faire adopter par la Commission européenne un texte visant à accélérer l'ouverture à la concurrence des transports publics urbains, ce qui n'est pas sans conséquence pour les bus et les métros de la région parisienne.

Le texte récemment voté par les autorités européennes pourrait accélérer le découpage des activités de la RATP en fonction des lignes et du type de transport (RER, métro, bus). Par exemple, le Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF), qui dépend désormais du Conseil régional, peut décider d'attribuer une ligne de métro ou de bus à une autre entreprise que la RATP.

Cette situation est dommageable aux usagers comme aux travailleurs de la RATP. La direction en profite pour entretenir un climat d'incertitude parmi les travailleurs, en

expliquant que tout change et qu'il va falloir s'adapter... En fait, sous prétexte de futurs appels d'offres, elle tente de faire accepter une aggravation des conditions de travail et une remise en cause de certains acquis. La RATP prévoit d'adosser son régime spécifique de retraites au régime général le 1^{er} janvier 2006. En juin, un nouveau type de contrat de travail a été mis en place, en retrait par rapport au précédent.

Selon la PDG de la RATP, Anne-Marie Idrac (UMP), la RATP doit devenir « une entreprise comme les autres ». Elle affirme la nécessité de sa transformation en Groupe RATP, comme il existe désormais un Groupe La Poste et un Groupe SNCF... avec peut-être au bout une ouverture du capital, premier pas vers la privatisation. Une politique inacceptable.

Correspondant LO

• Transports en commun en région parisienne

Service minimum et bus fantômes

Comme chaque été, le service de bus de la RATP se réduit comme peau de chagrin. En banlieue parisienne, la fréquence des passages est d'un bus toutes les demi-heures, voire toutes les 45 minutes aux heures creuses. Et dans Paris, les attentes atteignent 20 à 25 minutes.

La politique de la direction est seule responsable de cette situation. Les vacances des agents de la RATP sont étalées sur les mois de juin, juillet, août et septembre et bien des conducteurs n'obtiennent pas les périodes qu'ils souhaiteraient. La moyenne de temps de conduite passe à 7 heures par jour durant l'été et moins de jours de repos sont accordés. Mais comme le service est déjà dégradé en temps nor-

mal, il suffit que quelques bus soient retirés pour que cela tombe en dessous de tout.

La direction prétend qu'en été la circulation serait meilleure à Paris et que moins de bus pourraient assurer le même service aux usagers. C'est de moins en moins vrai. Jusqu'à fin juillet la circulation reste normale et, surtout, la multiplication des travaux entraîne bien des ralentissements. Du coup, même les horaires prévus ne peuvent être tenus par les conducteurs et les retards s'accumulent, au détriment des usagers pour lesquels les tarifs, eux, ne diminuent pas au cours de l'été.

Correspondant LO

continuer et de concerner l'ensemble du personnel : menaces sur les emplois des personnels d'hébergement, de restauration, d'appui (secrétariat, comptabilité, entretien des bâtiments...), ainsi que sur cer-

tains formateurs.

C'est dire que les employés devront montrer à la direction qu'ils refusent ce qu'elle veut leur imposer.

Correspondant local

• Palestine

L'évacuation de Gaza, une concession calculée

L'évacuation des 8 000 colons israéliens de Gaza, à laquelle s'ajoute celle de 500 colons de quatre colonies de Cisjordanie, aura fait pendant quelques jours la Une de l'actualité. Les médias ont largement fait état de leur résistance aux ordres gouvernementaux leur enjoignant de quitter leurs maisons avant le 16 août à minuit. Mais finalement il semble que cette évacuation aura lieu sans incidents majeurs. Quant aux sentiments de la population israélienne dans son ensemble, il semble que celle-ci soit majoritairement favorable à cette opération, avec le vague espoir qu'elle puisse amener la paix.

D'après les chiffres officiels, 64 % des 1 700 familles israéliennes de Gaza avaient signé un document par lequel elles s'engageaient à partir volontairement et à toucher ainsi intégralement les compensations financières prévues, soit 1 000 dollars par m² habitable, une prime d'ancienneté et le rachat de leurs installations, notamment les serres, à un prix très avantageux.

Mais l'extrême droite et les partis religieux israéliens n'ont pas manqué d'utiliser la situation, rameutant quelques milliers de jeunes venus d'Israël ou des colonies de Cisjordanie pour faire masse. On a pu voir ainsi les colons récalcitrants en prière, quelques protestations plus vigoureuses contre les pneus des jeeps militaires et un certain nombre d'échauffourées.

L'objectif de l'extrême droite n'était d'ailleurs pas d'empêcher l'évacuation, ce qui lui aurait été impossible face à

l'armée mobilisée par le gouvernement Sharon. Il était de faire une démonstration politique, à l'usage de l'opinion internationale et surtout vis-à-vis de sa propre base électorale, dont une grande partie était encore, il y a peu de temps, celle de Sharon. Il s'agissait de bien montrer qu'ils ne portaient que contraintes et forcés et avec l'intention, comme l'ont proclamé certains d'entre eux, « de revenir ». Le Premier ministre lui-même a toujours été un jusqu'aboutiste du terrorisme antipalestinien, depuis les ratissages en Cisjordanie et à Gaza, en passant par la guerre du Liban et la complicité avec les phalangistes massacrés dans les camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth en 1982. Sa décision d'évacuer Gaza ne pouvait manquer de troubler certains de ses électeurs et d'ouvrir des perspectives à tous les ultras en quête de suffrages et prêts à se livrer à des surenchères sur sa droite.

Sharon n'a certes pas fondamentalement changé ; mais depuis des années, le gouvernement israélien se trouve aux prises avec le soulèvement palestinien et l'armée israélienne ne peut venir à bout de « l'intifada ». À Gaza en particulier, la situation est intenable pour elle, et depuis longtemps.

La bande de Gaza, longue de quarante-cinq kilomètres et large de six à dix kilomètres, a vu des colons israéliens s'installer depuis 1977, époque où Sharon était déjà ministre, mais de l'Agriculture. Les huit mille colons y vivaient jusqu'à présent confortablement sur 25 % des terres, dans vingt et une colonies, tandis qu'un million trois cent mille Palestiniens s'entassaient sur le reste du terri-



Des religieux d'extrême droite implorant une intervention divine en leur faveur à Gaza.

toire. L'armée était donc bien incapable d'assurer la sécurité de ces quelques milliers de privilégiés face à une population déracinée, dont plus de 70 % vivent avec moins de deux dollars par jour et qui compte 50 % de chômeurs.

Alors, même du point de vue d'un dirigeant israélien longtemps jusqu'aboutiste comme Sharon, il faut se rendre à l'évidence : l'État israélien n'a pas les moyens, politiques et militaires, de se maintenir indéfiniment à Gaza. Il faut donc se retirer, ce qui ne veut pas dire pour autant laisser aux Palestiniens un État viable : Gaza n'a ni ressources naturelles, ni eau en suffisance, quasiment pas d'industrie et Israël contrôlera toujours son espace aérien, ses eaux territoriales et ses points de passage terrestres.

Quant au retrait israélien des quatre colonies de Cisjordanie, il ne s'agit là que d'abandonner quelques colonies du Nord, isolées, peu peuplées, difficiles à défendre et qui s'insèrent mal dans la politique globale de

colonisation de la Cisjordanie par Israël.

En effet, alors qu'il abandonne ces quatre colonies perdues, d'autres colonies situées au cœur de la Cisjordanie sont en pleine expansion. Celle de Maale Adoumim, qui s'enfonce comme un coin partageant la Cisjordanie en deux, compte déjà 28 000 habitants. Le mur de 600 kilomètres censé protéger Israël annexe lui aussi une partie de la Cisjordanie, interdisant à de nombreux villageois arabes de se rendre sur leurs propres terres.

Le calcul de Sharon est simple. Puisqu'il lui fallait évacuer Gaza et quelques colonies isolées de Cisjordanie, autant en tirer un avantage politique. Le retrait est pour lui l'occasion de proclamer, encore une fois, qu'Israël veut la paix et que si celle-ci ne vient pas, c'est la faute des Palestiniens et de leurs extrémistes. Et c'est aussi pour faire oublier qu'au même moment, son gouvernement poursuit, en Cisjordanie, une entreprise de colonisation qui a

Notre camarade Ivan Moitrel

Notre camarade Ivan Moitrel nous a quittés mardi 26 juillet, à 67 ans, des suites d'une foudroyante maladie.

C'est en 1963, aux usines des fermetures Éclair à Rouen, qu'Ivan nous avait rencontrés et qu'il était devenu un des piliers du bulletin Voix Ouvrière. Après qu'il eut quitté l'entreprise, nos chemins s'étaient éloignés, avant de se recroiser de nouveau en 2002. Toujours fidèle aux idéaux de sa jeunesse, Ivan avait tenu à les défendre publiquement, notamment en se présentant dans sa petite commune de l'Allier aux élections cantonales de 2004 sous l'étiquette de Lutte Ouvrière.

Tous ceux qui l'ont connu se souviendront de son sens de la camaraderie, de sa révolte contre l'injustice et de son humour qui n'épargnait aucune hiérarchie ni aucune hypocrisie.

À sa famille, à ses proches, Lutte Ouvrière adresse ses sincères condoléances.

déjà abouti à installer 240 000 colons israéliens sur ce territoire conquis en 1967, à le morceler, à zébrer les terres par des routes reliant les colonies et à rendre la vie impossible à des centaines de milliers de ses habitants arabes.

Il ne peut y avoir de paix véritable sans reconnaissance des droits du peuple palestinien, y compris ceux de tous les réfugiés. Et la première étape devrait être l'évacuation immédiate de tous les territoires qu'Israël occupe sans vergogne depuis la guerre de 1967, dans le silence complice des grandes puissances.

Sylvie MARÉCHAL

• Égypte

Répression violente d'une manifestation

Le 30 juillet, au Caire, une manifestation de quelques centaines d'opposants politiques a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Elle était organisée par le mouvement Kefaya (Ça suffit), récemment constitué pour tenter d'imposer au régime de Moubarak un minimum de règles démocratiques, et par un certain nombre d'organisations de gauche. Il

s'agissait de protester contre la façon dont le régime prépare les prochaines élections présidentielles et la réélection assurée de Moubarak.

Les quelques centaines d'opposants qui voulaient braver l'interdiction de manifester faite par le pouvoir s'étaient donné rendez-vous au cœur de la capitale, sur l'immense place El-Tahrir. Mais, à peine réunis, ils ont été violemment agressés

par les milliers de policiers présents, à coups de pied et de matraques, et traînés de force dans les fourgons de la police. Les policiers en civil ont également frappé journalistes et photographes. Plusieurs dirigeants du mouvement d'opposition ont été frappés et arrêtés. La répression s'est soldée par des dizaines de blessés. En particulier Kemal Abbas, militant syndical d'opposition connu et

coordinateur du Centre de services syndicaux, violemment frappé et ayant plusieurs côtes cassées, a dû passer plusieurs jours à l'hôpital.

En Égypte, le régime maintient l'état d'urgence depuis plus de vingt ans, interdisant de faire de la politique dans les universités, dans les entreprises publiques et privées, de manifester ou de se réunir dans les rues. Dans les prisons, la tor-

ture est monnaie courante à l'encontre des opposants. Les derniers attentats en date, à Charm el-Cheikh, ont encore servi de prétexte au régime pour menacer l'opposition au nom là aussi de la « lutte contre le terrorisme ».

Mais il lui sera peut-être de plus en plus difficile de la faire taire.

René CYRILLE